

**13.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 37, du suivant :

«**37.1.** L'employeur doit s'assurer que les travaux exécutés par l'apprenti sont supervisés de la façon prévue au premier et au deuxième alinéas de l'article 21.

Il doit également s'assurer, dans les situations visées au deuxième alinéa de l'article 6, à l'article 7 ou à l'article 8, que les travaux sont supervisés de la façon prévue à ces dispositions. ».

**14.** L'article 48 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « payer les droits exigibles pour le renouvellement d'un certificat de qualification prévu par le présent règlement pour qu'un certificat lui soit délivré » par les mots « , pour qu'un certificat lui soit délivré, en faire la demande et se conformer aux obligations de formation qui auraient pu lui être imposées en vertu de l'article 25 » ;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « deuxième » par le mot « quatrième » ;

3<sup>o</sup> par la suppression du deuxième alinéa ;

4<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« La demande de certificat de qualification visée au premier alinéa doit être faite au plus tard le 31 mars 2009. ».

**15.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 48, du suivant :

«**48.1.** Nonobstant l'article 28, le certificat de qualification en remplissage de bouteilles et de véhicules (RBV) délivré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 demeure valide jusqu'à sa date d'expiration.

Le cas échéant, avant le premier renouvellement conformément à cet article, le titulaire doit réussir la formation requise en vertu de l'article 31 dans les 4 ans de l'avis du ministre à cet effet. ».

**16.** L'article 50 de ce règlement est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**17.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

50639

## Projet de règlement

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre  
(L.R.Q., c. F-5)

### Certificats de qualification et apprentissage en matière d'électricité, tuyauterie et mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement modifiant le Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement prévoit notamment que les certificats de qualification en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction seront dorénavant délivrés pour une durée de 4 ans et renouvelables sans frais. En outre, ce projet de règlement exclut de manière permanente les travaux effectués dans une mine du champ d'application de ce règlement. Il précise également des conditions temporaires pouvant mener à la délivrance d'une attestation d'expérience pour quatre métiers.

Ce projet de règlement n'a pas de conséquences négatives sur les entreprises et en particulier sur les petites et moyennes entreprises.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus au sujet de ce projet de règlement en s'adressant à madame Sylvie Bouchard, directrice, Direction de la qualification réglementée, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 800, rue du Square-Victoria, 27<sup>e</sup> étage, C. P. 100, Montréal (Québec) H4Z 1B7 (téléphone : 514 873-6422; télécopieur : 514 873-2189; courriel : sylvie.bouchard@mess.gouv.qc.ca).

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 425, rue Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Z1.

*Le ministre de l'Emploi et  
de la Solidarité sociale,*  
SAM HAMAD

## **Règlement modifiant le Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction \***

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. F-5, a. 30, par. a à c, g, h et l et a. 41.1, 1<sup>er</sup> al; 2006, c.58, a. 63)

**1.** Le Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction est modifié à l'article 1 :

1° par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, de la définition suivante :

« mine » : tout établissement, avec ou sans usine de traitement ou de transformation, où s'effectuent des travaux d'exploration autres que le forage d'un puits artésien, ou des travaux d'extraction du sol ou du sous-sol, pour y retirer une substance minérale afin d'obtenir un produit commercial ou industriel, y compris les bâtiments, entrepôts, garages et ateliers situés en surface où s'effectuent des travaux reliés à l'exploration ou à l'extraction d'une substance minérale; » ;

2° par l'insertion, dans la définition de « systèmes de chauffage et de combustion » et après le mot « énergie », du mot « thermique ».

**2.** L'article 2 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant :

« 4° les travaux effectués dans une mine. ».

**3.** L'article 21 de ce règlement est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**4.** L'article 22 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du mot « troisième » par le mot « quatrième » ;

2° par le remplacement de « pour des périodes de deux ans » par « , sans frais, pour des périodes de 4 ans ».

**5.** L'article 23 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **23.** Lorsque le titulaire d'un certificat de qualification, visé au présent règlement ou au Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière de gaz, de machines fixes et d'appareils sous pression, édicté par le décret n<sup>o</sup> 280-2006 du 29 mars 2006, se qualifie pour un nouveau certificat, ce dernier est valide pour la durée non écoulée du premier. ».

**6.** L'article 24 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **24.** Un certificat de qualification est renouvelé si son titulaire en fait la demande et s'il a suivi la formation exigée, le cas échéant, en vertu de l'article 25. ».

**7.** L'article 25 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « compléter » par le mot « suivre ».

**8.** L'article 26 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « n'a pas été renouvelé pendant plus de 4 années » par les mots « n'est plus valide depuis plus de 6 années ».

**9.** L'article 27 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **27.** La personne dont le certificat de qualification n'est plus valide depuis 6 années consécutives ou moins doit, pour qu'un certificat lui soit délivré, se conformer aux obligations de formation qui auraient pu lui être imposées en vertu de l'article 25. ».

**10.** L'article 28 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « de la carte » par les mots « d'une ou de plusieurs cartes » ;

2° par la suppression des paragraphes 6°, 7° et 9° du premier alinéa ;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

\* Les dernières modifications au Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière d'électricité, de tuyauterie et de mécanique de systèmes de déplacement mécanisé dans les secteurs autres que celui de la construction, édicté par le décret numéro 279-2006 du 29 mars 2006 (2006, G.O. 2, 1538), ont été apportées par le règlement édicté par le décret numéro 1127-2007 du 12 décembre 2007 (2007, G.O. 2, 5384A). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour le 1<sup>er</sup> mars 2008.

« Pour l'application du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa, il est tenu compte des cartes d'apprenti délivrées en vertu du Règlement sur les certificats de qualification et sur l'apprentissage en matière de gaz, de machines fixes et d'appareils sous pression. » ;

4<sup>o</sup> par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « Ces droits » par les mots « Les droits visés au premier alinéa ».

**11.** L'article 29 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « le commissaire de l'industrie de la construction » par les mots « la Commission des relations du travail ».

**12.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 31, du suivant :

« **31.1.** L'employeur doit s'assurer que les travaux exécutés par l'apprenti sont supervisés de la façon prévue au premier et au deuxième alinéas de l'article 17. ».

**13.** L'article 36 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « payer les droits exigibles pour le renouvellement d'un certificat de qualification prévu par le présent règlement pour qu'un certificat lui soit délivré » par les mots «, pour qu'un certificat lui soit délivré, en faire la demande et se conformer aux obligations de formation qui auraient pu lui être imposées en vertu de l'article 25 » ;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « deuxième » par le mot « quatrième » ;

3<sup>o</sup> par la suppression du deuxième alinéa ;

4<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« La demande de certificat de qualification visée au premier alinéa doit être faite au plus tard le 31 mars 2009. ».

**14.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 36, du suivant :

« **36.1.** Le ministre délivre, sur demande et sur recommandation de l'employeur de l'apprenti, une attestation d'expérience mentionnée dans le tableau qui suit à ce dernier s'il démontre, au moyen de pièces justificatives, qu'il exerce un métier visé par le certificat correspondant à une telle attestation d'expérience et qu'il a cumulé le nombre d'heures d'exercice mentionné dans ce tableau pour des travaux visés par ce certificat.

Attestations d'expérience	Nombre d'heures d'exercice requises
Attestation d'expérience restreinte en connexion d'appareillage (ARCA)	60
Attestation d'expérience en tuyauterie de procédés techniques (ATPT)	1200
Attestation d'expérience en mécanique de plates-formes élévatrices (AMPFÉ)	4000
Attestation d'expérience en mécanique de remontées mécaniques (AMRM)	3000

L'attestation d'expérience est assimilée à un certificat de qualification aux fins des articles 1 à 3, 8, 16, 17, 22 à 28, 30 et 31. Son titulaire est admissible à l'examen de qualification.

Des droits de 100 \$ sont exigibles pour la délivrance d'une attestation d'expérience visée au premier alinéa.

La demande d'attestation d'expérience visée au premier alinéa doit être faite au plus tard le 31 mars 2009. ».

**15.** L'article 38 de ce règlement est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**16.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

50638

## Projet de règlement

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2)

### Ministre de la Santé et des Services sociaux — Renseignements devant être transmis par les établissements

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Règlement sur les renseignements devant être transmis par les établissements au ministre de la Santé et des Services sociaux, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à déterminer, pour différents types de clientèles, les renseignements concernant les besoins et la consommation de services qui doivent être transmis par les établissements au ministre de la Santé et